

1336 03/04
 64215 EURCOM UW
 21877 COMEU B

29										
to ALL										
H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	AGRI.	LEGAL	FIN & DEV.	SCI & ENE.	SUP. AG.	ADM.	SP. COLL.

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.
 A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
 REF: 19:36 4-03-83 000099014 - 000100775

TELEX NO 39583-SG BER11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 117 DU 04.03.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION (NDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. AFFAIRES INTERIEURES

432

1.1 CONSEIL 'ENVIRONNEMENT' (28.2)

APRES 13 HEURES DE NEGOCIATIONS SUR LE PROBLEME DES BEBES-PHOQUES, LE CONSEIL A ADOPTE UNE DIRECTIVE STIPULANT QUE LES ETATS MEMBRES PRENNENT OU MAINTIENNENT TOUTES LES MESURES NECESSAIRES AFIN QUE LES PEaux ET PRODUITS DERIVES DES BEBES-PHOQUES HARPEs ET A CAPUCHON NE SOIENT PAS IMPORTES A DES FINS COMMERCIALES.

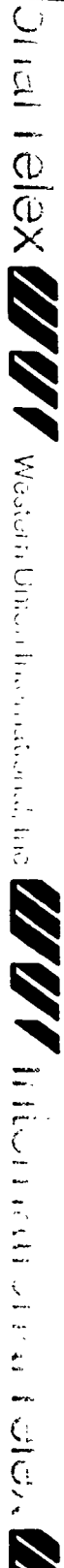
LA DIRECTIVE ENTRERA EN VIGUEUR LE 1ER OCTOBRE 1983 ET EXPIRERA LE 1ER OCTOBRE 1985, A MOINS QUE LE CONSEIL N'EN DECIDE AUTREMENT (A LA MAJORITE QUALIFIEE) SUR LA BASE D'UN RAPPORT QUE LA COMMISSION ETABLIRA AVANT LE 1ER SEPTEMBRE SUITE A SES CONTACTS AVEC LES PAYS CONCERNES.

EN ATTENDANT, LES ETATS MEMBRES SE SONT ENGAGES A PRENDRE TOUTES LES MESURES NATIONALES NECESSAIRES, ASSURANT L'ARRET DES IMPORTATIONS SUR LEURS TERRITOIRES, CONFORMEMENT A LA RESOLUTION DU 17 DECEMBRE DERNIER. LA DIRECTIVE NE S'APPLIQUERA PAS AUX PRODUITS DE LA CHASSE TRADITIONNELLE PRATIQUEE PAR LES POPULATIONS INUIT.

1.2 CONSEIL 'MARCHE INTERIEUR' (1.3)

LE PRINCIPAL RESULTAT DE CETTE SESSION EST L'ACCORD DE PRINCIPE SUR LA DIRECTIVE INTRODUIsANT UNE PROCEDURE D'INFORMATION PREALABLE DANS LE DOMAINE DES NORMES ET DES REGLEMENTATIONS TECHNIQUES.

CET ACCORD A UNE DOUBLE SIGNIFICATION : REDUCTION DES NORMES INDUSTRIELLES COMME OBSTACLES AUX ECHANGES OU MESURES SUSCEPTIBLES DE SERVIR A DES FINS PROTECTIONNISTES, PREMIER PAS VERS UNE COORDINATION AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE DES NORMES NATIONALES. LE PROBLEME DE LA CERTIFICATION COMMUNAUTAIRE POUR LES PRODUITS EN PROVENANCE DES PAYS TIERS N'A PAS BEAUCOUP EVOLUE ET SE HEURTE TOUJOURS A L'OPPOSITION DE CERTAINES DELEGATIONS QUI INSISTENT SUR LA POSSIBILITE DE PRENDRE DES MESURES NATIONALES PROVISOIRES DANS DES CAS SPECIFIQUES. NEANMOINS, LE PRINCIPE D'UNE CLAUSE GENERALE A INSERER D4NS CHACUNE DES 20 DIRECTIVES D'HARMONISATION TECHNIQUE BLOQUEES AU CONSEIL AINSI QUE D'UNE PROCEDURE COMMUNAUTAIRE TRAITANT LES PRODUITS EN PROVENANCE DES PAYS TIERS PARAIT ACQUIS. LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DES 14 ET 15 MARS POURRAIT SE PRONONCER DEFINITIVEMENT SUR CE DOSSIER.



DANS LE DOMAINE DE LA SIMPLIFICATION DES FORMALITES, LE CONSEIL A DEGAGE UN ACCORD SUR DEUX DIRECTIVES DESTINEES A SUPPRIMER CERTAINES ENTRAVES D'ORIGINE FISCALE A LA LIBRE CIRCULATION DES BIENS ET DES PERSONNES A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE (FRANCHISES FISCALES APPLICABLES AUX IMPORTATIONS TEMPORAIRES DE CERTAINS MOYENS DE TRANSPORT - FRANCHISES FISCALES POUR LES IMPORTATIONS DEFINITIVES DE BIENS PERSONNELS DES PARTICULIERS).

EN REVANCHE, PEU DE PROGRES ONT ETE REALISES SUR LES AUTRES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION (DOCUMENT UNIQUE, REPORT DE PAIEMENT DE LA TVAKX FACILITATION DES CONTROLES POUR LES TRANSPORTS DE MARCHANDISES PAR ROUTE).

1.3 SITUATION DU MARCHÉ LAITIER

EN 1982, LES LIVRAISONS DE LAIT AUX LAITERIES SE SONT ACCRUES DE 3,5 0/0, ET L'ON S'ATTEND ENCORE A DES AUGMENTATIONS IMPORTANTES AU COURS DES PROCHAINES ANNEES. AUSSI, LA COMMISSION ENVISAGE DE PROPOSER UNE REVISION A LA BAISSSE DES PRIX D'INTERVENTION DE 3 0/0 (AU LIEU DES 2,2 0/0 INDIQUES DANS SES PROPOSITIONS DE PRIX 1983/84).

1.4 FRUITS ET LEGUMES TRANSFORMES

LA COMMISSION A ADOPTE UN RAPPORT AU CONSEIL SUR LE FONCTIONNEMENT DU REGIME D'AIDES POUR CERTAINS FRUITS ET LEGUMES TRANSFORMES. LA COMMISSION ESTIME A PRESENT QU'IL EST NECESSAIRE DE CONSOLIDER LE PROGRES QU'A PERMIS CE REGIME INSTAURE EN 1978 ET DE TENIR COMPTE DE L'AMELIORATION DE LA FONCTION CONCURRENTIELLE DES PRODUCTEURS COMMUNAUTAIRES :

OCTROI DE L'AIDE A LA MATIERE PREMIERE UTILISEE ET NON PLUS AU PRODUIT FINI. DANS LE CAS DES PRODUITS OU LES PRIX A L'IMPORTATION NE SONT PLUS CONSIDERES COMME REPRESENTATIFS, CALCUL DE L'AIDE SUR LA BASE D'UN PRIX DETERMINE, TENANT COMPTE DE L'EVOLUTION DES PRIX ET DES POSSIBILITES D'ECOLEMENT SUR LE MARCHÉ COMMUNAUTAIRE. DEFINITION DE NORMES DE QUALITE COMMUNAUTAIRES. POUR LES RAISINS SECS ET LES FIGUES SECHES, LA REGLEMENTATION INTRODUITE EN 1981 DEVRAIT ETRE REVUE : OCTROI DE L'AIDE A LA MATIERE PREMIERE, PRIX MINIMUM A L'IMPORTATION A NEGOCIER AVEC LES PAYS TIERS, ET QUI DEVRAIT ETRE MODERE, FAVORISANT LA STABILITE DU MARCHÉ MONDIAL ET RETENU COMME ELEMENT DANS LE CALCUL DE L'AIDE, CE QUI PERMET LA SUPPRESSION DES ORGANISMES STOCKEURS. FIXATION D'UN SEUIL DE GARANTIE POUR LES RAISINS SULTANINES, RENFORCEMENT DES NORMES DE QUALITE.

1.5 MESURES DE SAUVEGARDE GRECE

LA COMMISSION A DECIDE, LE 28 FEVRIER, DE COMPLETER SA DECISION DU 2 FEVRIER AUTORISANT LA GRECE A ADOPTER DES MESURES DE SAUVEGARDE A L'IMPORTATION (TELEX DU 4.2) EN Y AJOUTANT SIX PRODUITS POUR LESQUELS LES CONDITIONS DE L'ART. 130 SONT REUNIES. LA DECISION EST APPLICABLE DU 1ER MARS AU 31 DECEMBRE 83.

2. ELARGISSEMENT

2.1 PORTUGAL : SUPPLEANTS

LA 24EME SESSION DE LA CONFERENCE AU NIVEAU DES SUPPLEANTS S'EST

TENUE A BRUXELLES LE MARS. LA DELEGATION DE L'COMMUNAUTE A PRESENTE UNE DECLARATION SUR LE RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS ET LES RELATIONS EXTERIEURES. LA DELEGATION PORTUGAISE A PRESENTE UNE COMMUNICATION SUR L'AGRICULTURE, L'ENVIRONNEMENT ET LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET LES RELATIONS EXTERIEURES.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 COOPERATION POLITIQUE (BONN, 1.3)

LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ONT PASSE EN REVUE DEUX GRANDS THEMES DE L'ACTUALITE :

- LES RELATIONS AVEC LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST : LES MINISTRES ONT REITERE LEUR OUVERTURE A LA POURSUITE DU DIALOGUE AVEC NOTAMMENT L'UNION SOVIETIQUE. ILS SONT TOUTEFOIS CONVENUS DE DEFENDRE AVEC FERMETE LEURS POSITIONS. LES DIX VONT SUIVRE ATTENTIVEMENT L'EVOLUTION DE LA SITUATION.

- LE MOYEN-ORIENT : LES MINISTRES SE SONT ABSTENUS DE FAIRE DES COMMENTAIRES A CE STADE, COMPTE TENU DE L'EVOLUTION RAPIDE DE LA SITUATION ET DE L'ECHANCE DU CONSEIL EUROPEEN DES 21-22 MARS.

D'AUTRE PART, LES MINISTRES SONT CONVENUS D'AVOIR DES CONTACTS POLITIQUES A HAUT NIVEAU PLUS REGULIERS AVEC LE JAPON.

ENFIN, LES MINISTRES ONT POURSUIVI LEURS DISCUSSIONS SUR LES PROPOSITIONS GENSCHER-COLOMBO (QU'IL A ETE CONVENU DE DENOMMER 'DECLARATION SOLENNELLE'). UN CERTAIN NOMBRE DE POINTS RESTES EN SUSPENS ONT PU ETRE REGLES. LA DISCUSSION CONTINUE SUR D'AUTRES POINTS. LES MINISTRES RENDRONT COMPTE DES PROGRES ACCOMPLIS AU CONSEIL EUROPEEN.

3.2 MALTE

UNE DISCUSSION A EU LIEU SUR LE DEUXIEME PROTOCOLE FINANCIER A NEGOCIER AVEC MALTE. LE CRP EST CONVENU DE TENIR UN DEBAT POLITIQUE LORS DE SON DEJEUNER DE LA SEMAINE PROCHAINE AVANT DE POURSUIVRE SES TRAVAUX.

3.3 CHYPRE

LA COMMISSION A PRESENTE AU CRP SES PROPOSITIONS EN CE QUI CONCERNE LE RENOUELEMENT DE L'AIDE FINANCIERE POUR CHYPRE ET UNE DISCUSSION A EU EGALEMENT LIEU SUR LE REGIME COMMERCIAL 83. LES REPRESENTANTS PERMANENTS S'ENTRETIENDRONT DE CES QUESTIONS AU COURS DE LEUR PROCHAIN DEJEUNER.

3.4 SEMINAIRE EN ROUMANIE

LA COMMISSION A ORGANISE DU 22 AU 25 FEVRIER A BUCAREST, AVEC L'ASSISTANCE DU GROUPE DE CONSULTANTS METRA INTERNATIONAL, UN SEMINAIRE SUR LES TECHNIQUES DE MARKETING A L'INTENTION DES EXPORTATEURS ROUMAINS. CE SEMINAIRE, AUQUEL ONT PARTICIPE ENVIRON 200 EXPORTATEURS OU RESPONSABLES DU COMMERCE EXTERIEUR ROUMAIN, A PERMIS D'INFORMER CEUX-CI DES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DES MARCHES DE LA COMMUNAUTE AINSI QUE DES TECHNIQUES MODERNES DE PROSPECTION, DE PROMOTION ET DE VENTE.

International Telex

International Telex
Western Union International, Inc.

3.5 ASEAN : CONFERENCE INDUSTRIELLE

IN THE FRAMEWORK OF THEIR LONG-STANDING INDUSTRIAL COOPERATION, THE COMMUNITY AND ASEAN GOVERNMENTS JOINTLY SPONSORED A 3-DAY INDUSTRIAL CONFERENCE IN KUALA LUMPUR FROM 28 FEBRUARY TO 2 MARCH, TO WHICH PARTICIPATED OVER 300 INDUSTRIALISTS AND BUSINESSMEN, INCLUDING MORE THAN 100 FROM THE EEC.

THE CONFERENCE FOCUSED ON THREE INDUSTRIAL SECTORS : MACHINE TOOLS, AGRICULTURAL MACHINERY AND PROCESSING AND PACKAGING MACHINERY.

THE CONFERENCE WAS OPENED OFFICIALLY BY THE PRIME MINISTER OF MALAYSIA, DATUK SERI DR MAHATIR AND THE TWO KEYNOTE SPEAKERS WERE MR TUGENDHAT, AND DR TONY TAN, SINGAPORE'S TRADE AND INDUSTRY MINISTER.

CONSIDERED BY BOTH SIDES A GREAT SUCCESS, THE CONFERENCE OFFERED TO EEC AND ASEAN ENTREPRENEURS THE OPPORTUNITY TO HOLD PRACTICAL AND SUBSTANTIVE BUSINESS DISCUSSIONS, PARTICULARLY ON EXPORTS, PROSPECTS FOR JOINT VENTURES, SUB-CONTRACTING AND MANUFACTURE LICENSING.

3.6 LIGNES DIRECTRICES DE LA NOUVELLE CONVENTION ACP/CEE

M. PISANI A EXPOSE LES GRANDES LIGNES DIRECTRICES DE SON PROJET DE COMMUNICATION A LA COMMISSION, QUI SERA REMIS AUX DIRECTIONS GENERALES INTERESSEES, POUR CONSULTATION, A LA FIN DE CETTE SEMAINE, EN VUE DE SON ADOPTION PAR LA COMMISSION LE 23 MARS.

3.7 ACP-CEE: COMITE PARITAIRE ET REUNIONS DE M. PISANI

A) COMITE PARITAIRE ACP-CEE

LE COMITE PARITAIRE ACP-CEE A TENU UNE DE SES DEUX REUNIONS ANNUELLES DU 21 AU 24 FEVRIER, A KINGSTON (JAMAIQUE).

AU SUJET DES EXPULSES DE NIGERIA, LA PARTIE EUROPEENNE PRESQUE UNANIME A PRESENTE, CONFORMEMENT A LA DECISION PRISE A STRASBOURG, UNE RESOLUTION PARLANT NOTAMMENT DE DESAPPROBATION DES MESURES NIGERIANES. MALGRE LA VIVE REACTION DES ACP, UN COMPROMIS POLITIQUE A ETE TROUVE. LES ACP AYANT ACCEPTE DE VOTER UNE RESOLUTION SUR LES DROITS DE L'HOMME (DEMANDANT ' D'ETUDIER SI ET DANS QUELLE MESURE CETTE QUESTION PEUT ETRE TRAITEE DANG LE CADRE DES PROCHAINES NEGOCIATIONS') ET AYANT FAIT UNE DECLARATION AU SUJET DE L'AFFAIRE NIGERIANE, LES EUROPEENS ONT ABANDONNE LEUR DEMANDE DE VOTE SUR LEUR RESOLUTION, LE TEXTE DE CELLE-CI RESTANT NEANMOINS AU PV. DU DEBAT ET DE LA DECLARATION ACP SONT RESSORTIES EN FILIGRANE LES TENSIONS ENTRE AFRICAINS A CE SUJET.

DISCUSSION SUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET LES MOYENS DE COOPERATION EN CE DOMAINE, SUR BASE DU RAPPORT DE M. FUCHS : CELUI-CI SERA APPROFONDI ET MIS AU POINT D'ICI L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DE L'AUTOMNE.

LE RAPPORTEUR GENERAL, M. CAVALEVU (AMBASSADEUR DE FIDJI), A FAIT, EN PREPARATION DE SON RAPPORT, UNE IMPORTANTE DECLARATION AXEE SUR L'ESPRIT, LES PERSPECTIVES ET LA PREPARATION POLITIQUE DES PROCHAINES NEGOCIATIONS ACP-CEE. ELLE SOUTIENT NETTEMENT



L'APPROCHE DU MEMORANDUM PISANI ET CHERCHE A EXAMINER LES FAIBLESSES DE LA COOPERATION DANS DES PERSPECTIVES NOUVELLES. UN DEBAT S'EST ENGAGE SUR DE NOMBREUSES QUESTIONS TELLES LA PORTEE ET LES MODALITES EXACTES DES NOUVELLES APPROCHES PROPOSEES, LEUR VALIDITE POLITIQUE ET TECHNIQUE, LES MOYENS DISPONIBLES, ETC....

VOTE ENFIN DE NOMBREUSES RESOLUTIONS, NOTAMMENT SUR LA PREPARATION POLITIQUE DES PROCHAINES NEGOCIATIONS (RAPPELANT AUSSI LES OBJECTIFS ET APPROCHES DU MEMORANDUM ET SOULIGNANT LA PRIORITE DE LA COOPERATION REGIONALE INTRA-ACP), SUR L'AFRIQUE AUSTRALE, LA COOPERATION CULTURELLE, LES ETUDIANTS ACP LES FEMMES, LA PECHE, LE SUCRE, LES INSTITUTIONS, LE TOURISME NOTAMMENT AUX SEYCHELLES (PLUS DE MENTION DU STABEX DANS LE TEXTE REVISE), LA DEMOGRAPHIE, L'ENVIRONNEMENT ET LES PROBLEMES PARTICULIERS DES ETATS DES CARAIBES.

LA PROCHAINE SESSION DU COMITE PARITAIRE (ET DE L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE, SI LE BUREAU DU PARLEMENT MARQUE SON ACCORD) SE TIENDRA A BERLIN DU 26 AU 30 SEPTEMBRE.

B) RENCONTRE ENTRE M. PISANI ET LES PAYS MEMBRES DU CARICOM

LE 22 FEVRIER, A CASTRIES (STE LUCIE), M. PISANI A TENU UNE REUNION AVEC LES REPRESENTANTS DES PAYS MEMBRES DU CARICOM, ETATS ACP OU PTOM BRITANNIQUES, AINSI QU'AVEC LES DIRIGEANTS DES TROIS PRINCIPALES ORGANISATIONS REGIONALES : M. KURLEIGH-KING, SECRETAIRE DU CARICOM (CARABEAN COMMUNITY), M. WILLIAM DEMAS, PRESIDENT DE LA CDB, (CARABEAN DEVELOPMENT BANK) ET LE REPRESENTANT DE M. FULLER DIRECTEUR DE LA CFC (CARABEAN FOOD CORPORATION). IL A EU EN OUTRE DES ENTRETIENS PRIVES AVEC CERTAINS PREMIERS MINISTRES DES ETATS ACP DE CETTE REGION. LES ENTRETIENS ONT ESSENTIELLEMENT PORTE SUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE LOME II ET SUR LE MEMORANDUM DE LA COMMISSION SUR LE DEVELOPPEMENT. IL A ETE CLAIREMENT ENTENDU QUE CES ENTRETIENS NE CONSTITUAIENT EN AUCUNE MANIERE UN DEBUT DE NEGOCIATIONS, QUI NE SAURAIENT SE FAIRE QU'AU NIVEAU DE L'ENSEMBLE DES ETATS ACP ET QUE LORSQUE LE CONSEIL AURA ARRETE LE MANDAT DE NEGOCIATIONS DE LA COMMISSION.

C) REUNION ENTRE M. PISANI ET L'ASSOCIATION DES SYNDICATS DES CARAIBES

LE 24 FEVRIER, A KINGSTON, JAMAIQUE, M. PISANI S'EST RENDU A LA CARABEAN TRADE UNIONS CONFERENCE. LES DEBATS ONT PRINCIPALEMENT PORTE SUR LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE EN MATIERE DE SUCRE, D'ASSISTANCE AUX AFFAIRES D'INTEGRATION REGIONALE ET AUX DIFFERENTES COMPOSANTES DE LA POLITIQUE COMMUNE DE DEVELOPPEMENT, NOTAMMENT A LA SUITE DE L'ETUDE PAR LES REPRESENTANTS DES TRADE UNIONS DU MEMORANDUM DE LA COMMISSION SUR LE DEVELOPPEMENT. L'ACCENT A ETE MIS SUR LES PROBLEMES DES CARAIBES DU FAIT DE LA GRANDE VULNERABILITE ECONOMIQUE DE LA PLUPART DES PETITS PAYS DE CETTE ZONE.

3.8 ACCORD INTERNATIONAL SUR LE SUCRE (A.I.S.)

A L'INITIATIVE DE LA COMMISSION, LES TROIS PAYS EXPORTATEURS DE SUCRE LES PLUS IMPORTANTS (AUSTRALIE, BRESIL ET CUBA) ONT REN-

International Telex
Western Union International, Inc.
telex

International Telex
Western Union International, Inc.
International Telex

CONTRE A BRUXELLES ...E DELEGATION DE LA COMMISSION MENEES PAR
M. VILLAIN LES 23 ET 24 FEVRIER.

L'OBJET DE CETTE REUNION ETAIT DE PERMETTRE A LA COMMISSION D'EX-
PLIQUER DANS LE DETAIL SA CONCEPTION D'UN NOUVEL A.I.S., SURTOUT
EN CE QUI CONCERNE LES OBLIGATIONS PREVUES POUR LES GRANDS EXPOR-
TATEURS.

CETTE RENCONTRE A PERMIS A LA COMMISSION DE DISSIPER CERTAINS MA-
LENTENDUS ET AUX VISITEURS DE MIEUX CERNER LA PROPOSITION DEJA
PRESENTEE PAR LA COMMISSION A LONDRES LORS DE REUNIONS EN VUE DE
PREPARER LA CONFERENCE DE NEGOCIATION A GENEVE. ELE FACILITERA
LES PROCHAINES ETAPES DE LA PRENEGOCIATION A LONDRES ENTRE LE
14 ET LE 18 MARS.

PAR AILLEURS, LES INSTANCES DU CONSEIL POURSUIVENT LEUR EXAMEN
DU MANDAT DE NEGOCIATION DEMANDE PAR LA COMMISSION. CE POINT
EST INSCRIT A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL 'AFFAIRES ETRANGERES'
DU 14 MARS.

3.9 PRODUITS DE BASE : BOIS TROPICAUX

LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES BOIS TROPICAUX AURA LIEU
A GENEVE DU 14 AU 31 MARS ET DEVRA CONVENIR DES DISPOSITIONS
D'UN ACCORD INTERNATIONAL SUR LES BOIS TROPICAUX. LA COMMISSION
PROPOSE AU CONSEIL LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE ET DE SES
ETATS MEMBRES A CETTE CONFERENCE DE NEGOCIATIONS SUR LA BASE
D'UNE POSITION COMMUNE QUI SERA ADOPTEE PAR LE CONSEIL DU 14
MARS.

IL EST ENVISAGE DE CREER UNE ORGANISATION INTERNATIONALE DES BOIS
TROPICAUX CHARGEE D'ASSURER LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET
D'EN SUPERVISER LE FONCTIONNEMENT. LES ELEMENTS ESSENTIELS SONT
RECHERCHE-DEVELOPPEMENT, INFORMATION, TRANSFORMATION ET REBOISE-
MENT ET GESTION DES FORETS.

LEUR FINANCEMENT DEVRA NOTAMMENT ETRE ASSURE PAR UN COMPTE SPE-
CIAL AUQUEL CONTRIBUERA LE 2EME COMPTE DU FONDS COMMUN, LES INS-
TITUTIONS FINANCIERES REGIONALES ET INTERNATIONALES ET DES DONA-
TEURS VOLONTAIRES. L'ACCORD SERAIT CONCLU EN PRINCIPE POUR UNE
DUREE DE 5 ANS AU MINIMUM.

4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

4.1 GROENLAND

LE CRP A DONNE MANDAT AU GROUPE AD HOC 'GROENLAND' QUI SE REU-
NIRA LE 7 MARS, D'EXAMINER TOUTES QUESTIONS PRATIQUES DECISIVES
(NOTAMMENT ECHANGES COMMERCIAUX, PECHE, LIBRE CIRCULATION, ETA-
BLISSEMENT, AIDES), EVENTUELLEMENT SELON PLUSIEURS HYPOTHESES,
EN VUE DE LUI FAIRE RAPPORT POUR LA PROCHAINE REUNION (9 MARS).
CERTAINES DELEGATIONS INSISTENT POUR QUE TOUTES LES QUESTIONS DE
FOND SOIENT ETUDIEES INDEPENDAMMENT DU STATUT.

E. NOEL
SECRETAIRE GENERAL
COMEUR

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B
VIA WUI Q

NNNN